

**AFRICAN UNION**

الاتحاد الأفريقي

**UMOJA WA AFRIKA**



**UNION AFRICAINE**

**UNIÃO AFRICANA**

**UNIÓN AFRICANA**

---

Addis Ababa, ETHIOPIA P. O. Box 3243 Telephone: (251) 11 5517700 Fax: (251) 11 55182970

---

**15ÈME FORUM DE HAUT NIVEAU SUR LE SECTEUR PRIVÉ DE  
L'UNION AFRICAINE**

**« DÉBLOQUER DES OPPORTUNITÉS POUR LES ACTEURS PRIVÉS  
EN VUE D'ACCÉLÉRER LE COMMERCE ET LES  
INVESTISSEMENTS INTRA-AFRICAINS »**

**31 octobre - 02 novembre 2024**

**Lusaka, Zambie**

## 1. INTRODUCTION

Dans le cadre du suivi des recommandations issues du 14<sup>ème</sup> Forum du secteur privé de l'Union africaine qui s'est tenu à Nairobi, au Kenya, du 10 au 12 juillet 2023, les États membres de l'Union africaine étaient invités à mettre en œuvre les actions stratégiques suivantes afin d'accélérer le commerce et les investissements intra-africains fondés sur l'intégration économique des chaînes de valeur continentales (aliments pour bébés, produits pharmaceutiques, textiles, assemblage et fabrication automobile, transformation de minéraux critiques, etc.) :

- Renforcer les mécanismes de responsabilisation et de rétroaction du dialogue public-privé grâce à des collaborations public-privé pour accroître le développement économique et social ainsi que pour combler les lacunes en matière d'infrastructures et de services ;
- Adopter des politiques favorables, notamment la suppression des barrières non tarifaires, la promotion de la valeur ajoutée régionale et continentale et l'adoption de la technologie pour réduire les asymétries d'information ; et
- Inclure les champions du monde des affaires africains dans le programme d'élaboration des politiques économiques de l'Union africaine dans le cadre du Forum du secteur privé de l'UA.

Sur le plan économique, on constate une reprise accélérée après les crises multiformes qui ont touché l'Afrique depuis 2020 avec le début de la COVID-19, aggravée par le conflit ukraino-russe qui ont perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales, avec une incidence négative sur le coût de la vie associée à une inflation galopante. Pour accélérer la reprise économique en Afrique après ces crises, il est indispensable que les États membres de l'Union africaine collaborent plus étroitement avec les champions du secteur privé et les acteurs de taille moyenne pour débloquer les opportunités commerciales et éliminer les obstacles affectant le commerce et les investissements intra-africains.

**Accès à l'énergie et au financement** : En ce qui concerne la création d'un climat des affaires favorable, il convient de noter qu'un accès facile, abordable et fiable aux infrastructures (en particulier à l'énergie) et au financement sont les deux obstacles les plus cités affectant les opérations commerciales en Afrique. L'accès à l'électricité est cité par 20,7 pour cent des entreprises africaines comme le principal obstacle, et le financement par 19,6 pour cent.

Environ 590 millions de personnes en Afrique n'ont pas accès à l'électricité, et pour celles qui y ont accès, la qualité est généralement médiocre et la fiabilité inacceptablement faible par rapport à d'autres régions du monde (ECA, 2020a). Un plus grand nombre d'entreprises africaines identifient l'énergie comme leur principale contrainte, plus que tout autre facteur. C'est un obstacle plus important pour les petites entreprises africaines que pour les grandes. Environ 79 pour cent des entreprises africaines ont connu des pannes d'électricité entre 2007 et 2018, et le coût effectif moyen de l'électricité pour les entreprises manufacturières en Afrique est proche de 20 cents le kilowattheure, soit environ quatre fois plus élevé que les tarifs industriels ailleurs dans le monde (BAD, 2018).

**Favoriser un réseau de transport** : le transport est un catalyseur du développement et de la croissance économiques durables. Environ 3,6 pour cent des entreprises africaines ont identifié le transport comme le principal obstacle aux affaires. La médiocrité des infrastructures routières, ferroviaires et portuaires augmente les coûts, les temps de transit et les bris ou la détérioration. Les tarifs du fret routier en Afrique sont deux à quatre fois plus élevés par kilomètre qu'en vigueur aux États-Unis, et les temps de trajet le long des principaux corridors d'exportation sont deux à trois fois plus élevés qu'en Asie (BAD, 2018). Selon l'enquête de la Banque mondiale sur les entreprises (2007-2018), 1,9 % de la valeur des produits est perdue à cause de la casse ou de la détérioration lors de l'expédition vers les marchés intérieurs africains. Une connectivité accrue faciliterait et développerait le commerce national, régional et international, réduirait le coût des affaires et rendrait les nations africaines plus compétitives, tant sur le continent qu'à l'échelle mondiale.

En outre, l'absence d'un système de paiement et de transfert de fonds interopérable et inclusif pour les entreprises et les citoyens en Afrique rend extrêmement difficile la circulation des biens et des services en Afrique. L'intégration de l'économie africaine grâce à l'utilisation de technologies blockchain ancrées dans le développement d'un cadre politique et réglementaire solide créera rapidement les conditions propices, tant au niveau national que régional, pour utiliser les plateformes privées de cryptomonnaie et les monnaies numériques de banques centrales (CBDC) pour favoriser l'interopérabilité des systèmes de paiement avec l'argent mobile existant et les systèmes de paiement bancaires commerciaux.

La consolidation de la plateforme de dialogue et de collaboration public-privé en cours mise en place dans chaque pays africain par la Société financière internationale (SFI) du Groupe de la Banque mondiale pourrait améliorer considérablement les réformes de la pratique des affaires en Afrique. La mise en réseau d'acteurs du secteur privé partageant les mêmes idées, tant au niveau national que continental, pourrait contribuer à l'échange de meilleures pratiques, favoriser les visites d'analyse comparative et partager les leçons apprises avec leurs pairs.

## **2. OBJECTIF PRINCIPAL**

- Améliorer le paysage des réformes politiques du secteur privé en vue de développer une communauté plus forte de champions du secteur privé africain afin d'accélérer le commerce et les investissements transfrontaliers à l'échelle continentale et mondiale.

## **3. OBJECTIFS STRATÉGIQUES**

- Renforcer le dialogue public-privé en cours pour améliorer le climat des affaires en Afrique grâce à un engagement multipartite avec toutes les parties prenantes concernées et à positionner les champions du secteur privé africain comme moteurs de croissance ainsi que de création d'emplois décents.

- Favoriser les réseaux d'entreprises entre acteurs publics et privés partageant les mêmes idées afin de tirer parti de leurs efforts visant à accélérer le commerce transfrontalier, tant au niveau continental que mondial.

#### **4. RÉSULTATS/RÉSULTATS ATTENDUS:**

Résultat 01:

- Les champions du secteur privé africain établissent efficacement des réseaux, négocient et investissent dans des chaînes de valeur partageant les mêmes idées au-delà des frontières, tant au niveau continental que mondial.

Résultat 02:

- Une base de données des champions du secteur privé africain dans des domaines compatibles est efficacement développée et publiée sur le site Web de l'Union africaine.

Résultat 03:

- Les meilleures pratiques et les leçons apprises sont partagées avec des acteurs du secteur privé partageant les mêmes idées en Afrique.

#### **1. DATE DE L'ÉVÉNEMENT**

La date de l'événement est du 31 octobre au 2 novembre 2024 à Lusaka, en Zambie.

#### **2. PERSONNES RESSOURCES**

Les personnes ressources (intervenants clés et panélistes) pour le Forum seront sélectionnées parmi les pays africains et les agences spécialisées internationales.

#### **3. PUBLICITÉ SUR LE FORUM**

Le Forum disposera d'un site Web hébergé par la Commission de l'Union africaine. D'autres moyens disponibles doivent également être utilisés pour promouvoir et vulgariser largement ses objectifs et son but, notamment les sites de médias sociaux, les brochures, les affiches, les dépliants, etc.

#### **4. LANGUES DE TRAVAIL DU FORUM**

Les langues de travail du Forum sont : l'anglais et le français.

## 5. POINTS FOC AUX

1. M. Islam Swaleh

Chef de la Division de Entrepreneuriat et Investissement,

Commission de l'Union africaine

[swalehi@africa-union.org](mailto:swalehi@africa-union.org)

2. M. Elia Karuhanga

Chargé des politiques de développement du secteur privé,

Commission de l'Union africaine

[KaruhangaE@africa-union.org](mailto:KaruhangaE@africa-union.org)

3. Mme Tsige Gugsu

Développement économique, intégration et commerce

Commission de l'Union africaine

[TsigeG@africa-union.org](mailto:TsigeG@africa-union.org)

## 6. THÈMES PROPOSÉS POUR LES PANELS DE DISCUSSION :

Panel 01 : Développer un système de paiement et de transfert de fonds en crypto-monnaie interopérable et inclusif en Afrique.

Panel 02 : Mettre en place une architecture de marché des capitaux favorable aux entreprises pour accélérer la croissance du secteur privé et intégrer les petites et moyennes entreprises (PME) dans les principales chaînes d'approvisionnement en Afrique.

Panel 03 : Développer des instruments de financement innovants pour favoriser une transition énergétique verte vers l'adaptation au changement climatique en Afrique.

Panel 04 : Transformer les minéraux essentiels de l'Afrique en encourageant la participation des champions miniers et des PME du secteur privé africain.

Panel 05 : Présentation de l'enquête 2024 des PDG d'Afrique du Comité panafricain du commerce et de l'investissement du secteur privé (PAFTRAC)

Panel 06 : Permettre l'accès aux technologies des énergies renouvelables comme alternative vers l'accès universel à l'énergie en Afrique.

Panel 07 : Favoriser l'inclusion numérique et l'intelligence artificielle en Afrique.

Panel 08 : Réorienter les emprunts de l'Afrique vers l'encouragement du secteur manufacturier en Afrique.

Panel 09 : L'accélération de l'intégration économique en Afrique repose sur la construction d'un marché commun de l'aviation africaine ainsi que sur la libre circulation des personnes.

Panel 10 : Accélérer la mise en œuvre de la ZLECAf en supprimant les barrières des réseaux de transport et de télécommunication.

Panel 12 : Session de pitch

Des sessions interentreprises, interentreprises, gouvernementales et interentreprises auront également lieu.